



Canadian Bureau for
International Education
Bureau canadien de
l'éducation internationale

Soumission écrite dans le cadre des consultations
prébudgétaires en vue du budget fédéral de 2026

Présentée par : Bureau canadien de l'éducation
internationale (BCEI)

Mai 2026

Recommandations

Recommandation 1 : Que le gouvernement du Canada soutienne et investisse dans une nouvelle Stratégie en matière d'éducation internationale comme pilier central de son programme de diversification du commerce.

Cette stratégie devrait offrir une orientation stratégique claire et un appui accru afin d'augmenter et d'harmoniser les exportations directes en éducation internationale — telles que l'éducation transnationale, l'attraction des talents ainsi que la recherche et l'innovation — dans des régions et des secteurs stratégiques, tout en tirant parti du rôle habilitant que joue l'éducation internationale pour d'autres secteurs d'exportation, afin qu'ils puissent pleinement bénéficier des liens interpersonnels durables, des partenariats et du travail de renforcement des capacités établis grâce à l'éducation internationale.

Recommandation 2 : Que le gouvernement du Canada investisse dans des programmes de bourses internationales et les développe comme outil stratégique pour faire progresser les objectifs du Canada en matière de commerce, de talents et de diplomatie.

Recommandation 3 : Que le gouvernement du Canada crée et finance un Centre d'excellence sur les étudiant.e.s internationaux.ales afin de rassembler les parties prenantes et les données pertinentes de tous les ordres de gouvernement, d'améliorer les politiques, la recherche et l'innovation, et de veiller à ce que le Programme des étudiants étrangers continue d'aider le Canada à répondre à ses besoins en talents.

Recommandation 4 : Que le gouvernement du Canada veuille à ce qu'IRCC dispose des ressources nécessaires pour assurer un Programme des étudiants étrangers solide, responsable et durable, répondant aux besoins du Canada en matière de talents.

Recommandation 1 : Investir dans une nouvelle stratégie en matière d'éducation internationale (SEI)

Les établissements d'enseignement du Canada jouent un rôle clé dans l'avancement des priorités canadiennes en matière de commerce, de diplomatie et de développement. L'éducation internationale constitue un secteur d'exportation essentiel. En 2022 seulement, les étudiant.e.s internationaux.ales ont contribué pour 30,9 milliards de dollars à l'économie canadienne, soutenant 360 000 emplois au Canada et représentant 23,1 % de l'ensemble des exportations canadiennes de services dans le monde. Ces chiffres ne reflètent qu'une partie de l'impact économique réel du secteur, puisqu'ils n'incluent pas les collaborations internationales en recherche, les partenariats de développement ou l'éducation transnationale (ÉTN). L'ÉTN correspond à une formation offerte dans un pays autre que celui où est établi l'établissement délivrant le diplôme. Elle peut prendre diverses formes, notamment des campus satellites, des diplômes conjoints ou l'exportation de programmes d'études. Peu importe le format, elle permet aux étudiant.e.s d'obtenir des titres de compétence canadiens de grande qualité dans leur pays d'origine.

Au-delà des retombées économiques directes, l'éducation internationale est un catalyseur de relations diplomatiques solides et soutient d'autres secteurs d'exportation cherchant à accéder à de nouveaux marchés. Les établissements canadiens d'enseignement international représentent souvent le premier contact, et le plus soutenu, qu'un pays entretient avec le Canada, posant les fondations de futures collaborations. Ils créent des liens interpersonnels et des réseaux réciproques grâce à la mobilité et aux collaborations des étudiant.e.s, du personnel et des professeur.es. Ils établissent des partenariats de recherche qui font progresser les objectifs d'innovation du Canada et menant à la création de nouvelles technologies et de nouvelles découvertes. De nombreux.ses diplômé.e.s et partenaires deviennent par la suite des ambassadeur.rice.s influent.e.s des établissements, des entreprises et des technologies canadiennes, contribuant à renforcer les relations diplomatiques, à élargir les canaux commerciaux et à attirer les investissements étrangers.

Les établissements d'enseignement canadiens jouent également un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs internationaux du Canada en matière de développement, en dirigeant des projets de renforcement des capacités et d'assistance technique qui consolident les institutions locales et les structures de gouvernance. Ces initiatives favorisent les valeurs canadiennes et la place du Canada sur la scène internationale, tout en approfondissant les partenariats et en contribuant au respect de nos engagements internationaux. Elles créent aussi des occasions d'accès précoce aux marchés pour les entreprises canadiennes, notamment en mettant en place des systèmes compatibles avec le Canada — tels que des mécanismes communs d'agrément et de réglementation — qui facilitent les échanges commerciaux.

L'approche actuelle du Canada

L'approche actuelle du Canada en matière d'éducation internationale est fragmentée. La dernière SEI a pris fin en 2024. Bien que de nombreux établissements continuent de saisir des occasions dans des marchés clés, l'absence d'orientation et de soutien gouvernementaux empêche l'harmonisation des efforts existants avec des secteurs et partenaires stratégiques, ainsi que la coordination nécessaire pour tirer pleinement parti des relations, de l'innovation et des avantages concurrentiels issus de ces partenariats.

D'autres pays exploitent déjà l'avantage concurrentiel qu'offre l'éducation internationale. Le Royaume-Uni a lancé une nouvelle stratégie plaçant l'éducation au cœur de son engagement mondial et visant à faire croître les exportations en éducation à 40 milliards de livres sterling par année d'ici 2030. La Nouvelle-Zélande et l'Allemagne investissent massivement, renforçant l'attraction des talents dans des marchés clés et offrant des parcours à long terme permettant aux étudiant.e.s de demeurer dans le pays afin de répondre aux besoins du marché du travail. L'Australie, de concert avec le Royaume-Uni, élargit rapidement son offre en ÉTN et s'impose comme chef de file mondial dans ce domaine.

Les établissements canadiens jouissent d'une solide réputation en matière de qualité de l'enseignement, de recherche de calibre mondial et de décennies d'expérience en renforcement des capacités et en assistance technique. Ils entretiennent des liens profonds dans des régions d'importance stratégique pour les objectifs commerciaux et de sécurité du Canada, notamment l'Europe et l'Indo-Pacifique. De nombreux pays partenaires souhaitent collaborer avec le Canada et s'inspirer de son système d'éducation. Comme l'a déclaré le premier ministre aux Canadiens dans son allocution du 19 avril 2026 : « Le Canada a ce que le monde veut, de l'énergie à l'éducation ».

Parallèlement, le secteur de l'éducation au Canada traverse un contexte financier difficile en raison du sous-financement provincial et de changements de politiques majeurs touchant le Programme des étudiants étrangers. Cela a entraîné quelques fermetures et regroupements d'établissements, ainsi que des compressions de programmes et de personnel afin de combler les déficits de financement.

Dans ce contexte, le secteur a besoin d'orientation claire, de prévisibilité et de soutien pour pouvoir investir dans l'éducation internationale, l'élargir et l'aligner sur les objectifs internationaux stratégiques du Canada.

Solution

Le BCEI demande au gouvernement du Canada d'investir dans une nouvelle SEI complète comme pilier clé de son programme de diversification des échanges commerciaux, de développement et de diplomatie. Cette stratégie offrirait une orientation claire et une prévisibilité aux établissements d'enseignement canadiens, favorisant l'harmonisation stratégique des activités d'éducation internationale dans les régions et les secteurs prioritaires. Elle jouerait également un rôle de coordination entre les ministères, en intégrant l'attraction des talents, la recherche et l'innovation aux priorités en matière de commerce international, de développement et de diplomatie, afin de maximiser les retombées et de réduire les duplications.

La stratégie devrait notamment comprendre :

- des mesures de soutien visant à accroître et à harmoniser les initiatives d'ÉTN, l'attraction des talents, la recherche et l'innovation, les bourses et la mobilité réciproque avec des pays partenaires stratégiques ;
- des mesures de soutien permettant de coordonner et de mettre à profit le rôle habilitant de l'éducation internationale pour d'autres secteurs d'exportation, afin qu'ils puissent pleinement bénéficier des partenariats durables, des réseaux d'anciens élèves, des initiatives de renforcement des capacités et d'assistance technique, ainsi que des programmes de bourses.

Recommandation 2 : Investir dans les programmes de bourses internationales et les développer afin de faire progresser les objectifs du Canada en matière de commerce, de talents et de diplomatie

Les programmes de bourses internationales comptent parmi les outils les plus efficaces et ciblés dont disposent les gouvernements pour promouvoir les intérêts nationaux en matière de diversification des échanges commerciaux, d'attraction des talents, de diplomatie et de développement. Des pays concurrents — notamment le Royaume-Uni (bourses Chevening), l'Australie (*Australia Awards*) et l'Allemagne (DAAD) — disposent depuis longtemps de programmes de bourses bien financés qui constituent la pierre angulaire de leurs stratégies d'engagement international, favorisant une influence durable et des partenariats solides dans des régions prioritaires.

Bien que percutant, les programmes de bourses actuels du Canada demeurent de portée limitée, fragmentés entre différents ministères et non alignés sur une SEI ou une stratégie de politique étrangère. Des investissements stratégiques dans les programmes de bourses internationales procureraient des avantages multidimensionnels au Canada, notamment en lui permettant :

- d'attirer et de retenir des étudiant.e.s de haut calibre pour répondre à ses besoins en recherche, en innovation et sur le marché du travail ;
- d'accroître son influence commerciale et diplomatique en positionnant le Canada comme un partenaire de choix et en tissant des liens durables interpersonnels dans des marchés émergents et prioritaires ;
- d'accélérer le développement international et le renforcement des capacités en outillant des étudiant.e.s de pays en développement afin qu'ils puissent renforcer les institutions, la gouvernance et le capital humain à l'étranger.

Alors que la concurrence mondiale pour les talents et l'influence s'intensifie, le Canada risque de prendre du retard dans sa capacité à attirer les meilleurs étudiant.e.s, à établir des relations durables et à renforcer sa présence dans des régions d'importance stratégique.

Solution

Le BCEI recommande que le gouvernement du Canada mette sur pied, dans le cadre d'une SEI renouvelée, une initiative coordonnée et bien financée en matière de bourses internationales qui :

- accroisse l'ampleur des programmes existants et introduise de nouvelles bourses ciblant des étudiant.e.s très performant.e.s dans des régions et des secteurs prioritaires alignés sur les priorités économiques et d'innovation du Canada (p. ex. technologies propres, santé, infrastructures) ;
- aligne les bourses sur les stratégies d'immigration et d'attraction des talents afin de créer, le cas échéant, des parcours clairs et durables permettant aux bénéficiaires de contribuer à la main-d'œuvre canadienne ;
- soutienne la mobilité réciproque, permettant à un plus grand nombre d'étudiant.e.s canadien.ne.s d'étudier et d'acquérir de l'expérience à l'étranger, renforçant ainsi les compétences mondiales et les relations internationales du Canada ;

- améliore la coordination entre les ministères afin de s’assurer que les bourses sont déployées de façon stratégique pour appuyer les objectifs en matière de commerce, de diplomatie et de développement ;
- tire parti des partenariats avec les provinces, les établissements d’enseignement et le secteur privé afin de maximiser les retombées, de cofinancer les occasions offertes et d’assurer une adéquation avec les priorités régionales et du marché du travail.

Recommandation 3 : Créer et financer un Centre d’excellence sur les étudiant.e.s internationaux.ales

En 2024, le gouvernement du Canada a apporté une série de changements importants et rapides au Programme des étudiants étrangers (PEE) d’Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), dans le but d’améliorer le programme et de réduire le nombre de résidents temporaires au Canada. Les répercussions de ces changements ont été vastes et de longue durée. L’incertitude politique qui en a découlé a nui à la réputation internationale du Canada, entraînant une chute marquée des demandes d’admission d’étudiant.e.s. La capacité du Canada à attirer les meilleurs talents a ensuite été davantage compromise par une baisse importante des taux d’approbation des permis d’études et par l’allongement des délais de traitement de visas.

En 2026, le Bureau du vérificateur général et le Comité permanent de la citoyenneté et de l’immigration (CIMM) de la Chambre des communes ont publié des rapports confirmant bon nombre des préoccupations soulevées par le BCEI et ses membres, notamment :

- une diminution plus importante que prévu du nombre d’étudiant.e.s internationaux.ales et des répercussions inégales à l’échelle du pays ;
- la nécessité d’une meilleure consultation et d’un meilleur alignement avec les provinces et les territoires ;
- le besoin de données améliorées et d’une meilleure coordination entre les ministères, les provinces, les établissements d’enseignement et les associations nationales ;
- la nécessité de renforcer les processus et les ressources afin de remédier aux vulnérabilités du système.

Compte tenu du vieillissement de la population et, dans certaines régions, de son déclin, un recrutement stratégique et durable d’étudiant.e.s internationaux.ales demeurera essentiel pour

atteindre les objectifs du Canada en matière de construction d'infrastructures nationales, de renforcement des capacités de défense et de leadership en intelligence artificielle.

Les établissements d'enseignement canadiens sont particulièrement bien placés pour attirer ces talents mondiaux et préparer les étudiant.e.s à acquérir les compétences clés nécessaires pour répondre aux besoins du marché du travail au Canada et à l'étranger. Les diplômés internationaux des établissements canadiens possèdent de solides compétences linguistiques en anglais et/ou en français, une bonne compréhension de la culture canadienne, une expérience d'apprentissage intégré au travail et des titres de compétence reconnus et de grande qualité. Ceux qui choisissent de demeurer au Canada après leurs études sont bien préparés pour réussir sur le marché du travail et contribuer à leurs nouvelles collectivités.

Afin de permettre au programme de jouer ce rôle de manière plus stratégique, le gouvernement du Canada devrait créer et financer un Centre d'excellence en éducation internationale. Cette recommandation, élaborée par le BCEI et adoptée par CIMM dans son rapport récent, permettrait une meilleure coordination entre les ministères, les provinces et les territoires, les établissements d'enseignement et les associations nationales, améliorant ainsi la planification, la collecte de données et les liens avec le marché du travail. Le Centre veillerait à ce que les parties prenantes disposent de l'information nécessaire pour proposer des innovations en matière de politiques, mener des recherches et accélérer le renforcement des capacités, afin que le programme continue d'aider le Canada à répondre à ses besoins actuels et futurs en talents.

Recommandation 4 : Doter adéquatement IRCC des ressources nécessaires pour assurer la solidité et la durabilité du Programme des étudiants étrangers

Comme indiqué précédemment, les rapports du Bureau du vérificateur général et du CIMM ont mis en évidence des lacunes dans le PEE qui, si elles ne sont pas corrigées, pourraient compromettre la capacité du programme à demeurer l'un des principaux mécanismes d'attraction des talents du Canada.

Le BCEI recommande donc que le gouvernement du Canada veille à ce qu'IRCC dispose des ressources nécessaires pour renforcer le programme et assurer sa cohérence et sa viabilité à long terme. À cette fin, le ministère doit être adéquatement financé pour :

- surveiller et corriger les conséquences imprévues des changements apportés au programme ;
- assurer un alignement et une consultation appropriés avec les provinces, les territoires, les établissements d'enseignement et les associations nationales ;
- renforcer l'alignement avec le marché du travail ; et
- renforcer, au besoin, les mécanismes d'intégrité du programme.

Sans ces investissements, la réputation internationale du Canada comme destination d'études de grande qualité continuera de se détériorer, et les étudiants internationaux potentiels choisiront d'autres pays dans un contexte mondial de plus en plus concurrentiel. Dans un environnement où le nombre de résidents temporaires est plafonné, il est plus que jamais essentiel pour la prospérité du Canada de cibler précisément les talents recherchés.

À propos du BCEI

Le BCEI est la voix nationale du Canada en matière d'éducation internationale. En partenariat avec les établissements d'enseignement, les gouvernements et les autres acteurs du secteur, le BCEI fait progresser les priorités canadiennes en éducation internationale par le leadership, le plaidoyer, le renforcement des capacités, la concertation et la collaboration stratégique. Son réseau national compte plus de 165 établissements membres — collèges, universités, instituts polytechniques, cégeps, écoles de langues et conseils scolaires — représentant toute la diversité de l'écosystème éducatif canadien.